



LE POINT DE VUE DE

FORUM DES IDÉES ÉCONOMIQUES. « QU'EST-CE QUE LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE ? » TEL EST LE THÈME CENTRAL DU 3E FORUM DES IDÉES ÉCONOMIQUES QU'ORGANISENT AUJOURD'HUI 12 MAI À PARIS « LES ECHOS » ET SCIENCES-PO, EN PARTENARIAT AVEC AXA, LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD ET DELOITTE. APRÈS LES ANALYSES, MERCREDI, DE DEUX DES PARTICIPANTS À CE FORUM, LE PRÉSIDENT DE DELOITTE JEAN-PAUL PICARD ET L'ÉCONOMISTE PASCAL SALIN, NOUS PUBLIONS AUJOURD'HUI CELLE DU PROFESSEUR AMÉRICAIN ROBERT BARRO.

Le libéralisme pour la croissance

Les économies sont-elles par nature libérales ? Je répondrai en traitant la question sous l'angle de la convergence, qui porte plus largement sur une possible croissance plus rapide des économies les plus pauvres, qui se rapprochent ainsi des plus riches. La théorie de la croissance économique distingue deux forces à l'origine de la convergence entre pays pauvres et pays riches. D'une part, les taux de retour sur investissement tendent à diminuer au fur et à mesure que les économies accumulent davantage de capital physique et humain, en raison d'une baisse des rendements. Avec peu de capital par tête, les pays pauvres affichent des taux de rendement élevés et tendent donc à croître rapidement. D'autre part, les économies moins développées peuvent améliorer leurs technologies par l'imitation et se développer ainsi plus vite, comme ce fut le cas pour le Japon puis pour les « tigres » asiatiques.

Cependant, les données ne montrent pas de convergence depuis près d'un demi-siècle. En se fondant sur le PIB par habitant, on constate que les pays pauvres ne croissent pas plus rapidement que les riches. Ce résultat a été expliqué par la convergence dite « conditionnelle », qui associe l'effet d'accélérateur lié à un faible PIB par habitant à d'autres facteurs de croissance. Les théories traditionnelles évoquent le taux d'épargne et de croissance de la population et les systèmes d'éducation et de santé. Une hausse du revenu entraîne une diminution de la croissance de la population, en abaissant le taux de fécondité (contrairement à ce qu'affirmait Thomas Malthus), une amélioration quantitative et qualitative de l'éducation et de la santé et une augmentation probable du taux d'épargne. Ces éléments contrecarrent la convergence. De nombreux spécialistes des théories de la croissance s'intéressent aujourd'hui aux institutions qui régissent les systèmes législatifs, les droits de propriété et la corruption. Dans la mesure où la qualité des institutions exerce une forte influence sur la croissance, il est fondamental de suivre leur évolution. Selon la théorie de la modernisation (avancée par Karl Marx, mais avant lui, par Aristote), tout développement économique modifie systématiquement les institutions. Aristote (puis S.M. Lipset dans les années 1950) affirme qu'un plus haut niveau de revenu et d'éducation tend à accroître la démocratie (les droits électoraux) et les libertés civiles. Cette hypothèse semble correcte, mais ses implications sur la croissance ne sont pas claires. Un renforcement de la démocratie favorise la croissance en bridant les tendances des dictateurs à piller les ressources. Cependant, il semble qu'une démocratie plus forte retarde à terme la croissance, en privilégiant les programmes sociaux et la redistribution des revenus.

Le fait que le développement économique tende à améliorer la justice et la bureaucratie s'avère en revanche plus significatif pour la croissance économique. Le développement peut aussi alléger les attributions d'autorisation et les tracasseries administratives et améliorer les droits de propriété sous forme de propriété foncière, facteurs de croissance mis en évidence par Hernando de Soto.

Qu'en est-il des politiques pro-marché, comme la libéralisation du marché de l'emploi, la modération des programmes d'assurance sociale, l'allègement des réglementations pénalisantes, l'abaissement du taux marginal de l'impôt et la privatisation des entreprises ? Nous pouvons affirmer qu'elles favorisent la croissance, mais nous manquons de preuves sur la manière dont les résultats économiques affectent leur mise en place. On peut en effet relever quantité d'expériences différentes.

Au Royaume-Uni, le socialisme adopté après la Seconde Guerre mondiale a débouché sur de mauvais résultats économiques. Il a été suivi en 1979 des réformes pro-marché mises en place par Margaret Thatcher. La victoire du gouvernement lors de la grève des mineurs en 1984-1985 marqua un tournant décisif. Les réformes furent ensuite appliquées au marché du travail et dans d'autres domaines. Cet événement rappelle les efforts de Ronald Reagan au début des années 1980 pour réduire l'administration américaine. Là encore, une victoire remportée sur un syndicat en grève, les contrôleurs aériens en 1981, contribua à accélérer l'assouplissement du marché du travail et la mise en place d'autres réformes, notamment la baisse du taux d'imposition.

En France et en Allemagne, il en va tout autrement. Malgré un chômage élevé depuis longtemps et une croissance faible, aucune réforme du marché de l'emploi n'a été entreprise. Le gouvernement de M. Chirac a reculé devant les manifestations des syndicats et des étudiants et renoncé à une légère réforme d'un marché du travail rigide. En Allemagne, face aux réactions d'opposition et à l'imminence d'élections, Mme Merkel a retiré plusieurs propositions de libéralisation économique. Dans les deux cas, les mauvais résultats économiques n'ont pas permis de réunir le soutien politique nécessaire à des mesures de libéralisation favorisant la croissance. Ni M. Chirac ni Mme Merkel ne semblent à même de marquer l'histoire à la manière de Mme Thatcher ou de M. Reagan.

L'exemple franco-allemand se retrouve en Amérique latine, où la libéralisation du marché semblait bien

engagée il y a vingt ans. Initié dans certains cas à la suite de déceptions, comme en Bolivie, le processus s'est toutefois inversé pour laisser place au populisme et aux nationalisations. Seuls le Chili, et peut-être le Mexique, figurent désormais véritablement parmi les économies de marché, quoique le Brésil dépasse actuellement les prévisions en la matière.

D'un autre côté, l'Irlande, la Scandinavie et les Pays-Bas ont répondu aux problèmes économiques occasionnés par une application excessive des mesures d'État providence en s'engageant sur la voie du marché. L'Europe de l'Est post-communiste s'est écartée de son malheureux héritage socialiste en se lançant dans l'économie de marché. La Chine a réagi aux politiques communistes désastreuses, comme la Révolution culturelle, en adoptant depuis 1979 des réformes pro-marché. L'Inde, après des années de socialisme et de corruption, se tourne vers le libéralisme depuis les réformes de 1991. Cependant, la paralysie du système politique l'empêche actuellement de poursuivre la libéralisation, notamment celle du marché du travail et des entreprises.

Pour revenir à mon point de départ, l'histoire mondiale montre que la mise en place de mesures libérales n'est pas inéluctable. Une question annexe, mais néanmoins importante, est de savoir si les gouvernements répondent aux difficultés économiques en adoptant des mesures correctives prenant la forme de libéralisations. Une réponse en ce sens soutiendrait la théorie de la convergence des économies, mais il n'est pas certain que le monde entier applique cette règle.

ROBERT BARRO

ROBERT BARRO est professeur d'économie à l'université de Harvard. Vous pouvez participer au Forum sur notre site www.lesechos.fr

Tous droits réservés - Les Echos 2009